

L'avenir énergétique doit reposer entre les mains des citoyens

Bruxelles publie le 30 novembre ses projets pour " l'Union de l'énergie ". Une place doit être faite aux initiatives des individus en faveur d'une production décentralisée

La Commission européenne va publier le 30 novembre son " paquet pour l'Union de l'énergie ", un ensemble de communications, de projets de recommandations et de lignes directrices portant sur l'efficacité énergétique, les énergies renouvelables et l'organisation du marché de l'électricité. Face au réchauffement climatique, une grande partie de la solution passe par l'énergie, un sujet universel qui -concerne les façons de produire et de consommer de chacun d'entre nous.

L'entrée en vigueur de l'accord de Paris est une bonne nouvelle, mais des doutes existent sur la capacité des Etats à traduire cet accord en réalité. Une inquiétude fondée, si l'on considère que les Etats ont le monopole de l'action. Or les leviers se situent chez un nombre infini d'acteurs à tous les niveaux, des villes et des régions -jusqu'aux citoyens, là où s'invente le nouveau paradigme énergétique.

Selon une récente étude de CE Delft, un organisme de recherche indépendant néerlandais, la moitié des citoyens européens pourraient produire, à l'horizon 2050, au moins une part de leur électricité à partir d'énergies renouvelables, et couvrir ainsi près de la moitié des besoins électriques de l'Europe. Dès 2030, dans un peu plus de dix ans, un Européen sur cinq pourrait être dans ce cas. Afin d'y parvenir dans des conditions techniques et économiques optimales, une variété de moyens seraient mobilisés (solaire, éolien, stockage, effacement des pointes, conception des réseaux, etc.) pour satisfaire les besoins en électricité spécifiques, en véhicules électriques et en chauffage par des chaudières électriques intelligentes jouant un rôle de stockage.

Ces citoyens ordinaires pourraient soit produire leur électricité eux-mêmes, soit agir par l'intermédiaire des coopératives. Une autre partie de cette production décentralisée, territoriale et proche des besoins serait -assurée par des PME et TPE. Les acteurs traditionnels conserveraient un rôle important pour satisfaire une bonne moitié des besoins.

Ces chiffres peuvent paraître généreux. Mais ils doivent être mis en -rapport avec la réduction inédite des coûts de l'éolien et, surtout, du solaire au cours de ces dernières années. -Depuis 2009, le prix des modules solaires ont diminué de 80 %, et celui des turbines éoliennes de 40 %. Et ce n'est pas fini ! Les énergies renouvelables deviennent compétitives avec les énergies fossiles et, a fortiori, avec le nouveau nucléaire type Hinkley Point au Royaume-Uni, où EDF va tenter de construire les réacteurs les plus chers du monde pour fournir une électricité à un coût jamais aussi élevé.

Accélérer la transition

Les changements en cours bouleversent les concepts énergétiques du -siècle dernier. Des cadres réglementaires restrictifs visant à perpétuer le monde d'hier pourraient ralentir leur rythme. A l'inverse, des dispositions favorables pourront l'accélérer. Derrière une apparence technique, l'enjeu est éminemment politique : permettre aux territoires ruraux, dans leur diversité, de tirer parti de leurs ressources et favoriser la cohésion territoriale ; encourager les initiatives soustrayant à la logique du profit privé une partie des biens communs ; réunir des communautés locales -d'acteurs – publics, privés, associatifs, citoyens – autour de projets concrets porteurs de sens.

L'Europe n'est pas une collection d'individus isolés, mais une société de citoyens désireux de construire leur avenir. C'est pourquoi une politique supposée sectorielle telle que l'énergie devrait faire l'objet d'une évaluation de son impact sur d'autres politiques, dont la politique régionale et *l'empowerment* des citoyens. Dans sa " communication " relative à l'Union de l'énergie publiée en février 2015, la Commission européenne écrivait : *" Enfin, et surtout, notre vision est celle d'une Union de l'énergie focalisée sur le citoyen dans laquelle ce dernier prend à son compte la transition énergétique, tire avantage des nouvelles technologies pour réduire sa facture et prend une part active au marché. "*

Les citoyens déjà engagés dans la construction de notre futur -paradigme énergétique, de façon -individuelle ou à travers des coopératives, souvent en lien avec leurs autorités locales, demandent juste que soit traduite dans les actes cette vision d'une politique énergétique centrée *" sur les citoyens "*.

Qu'attendent-ils de l'Europe ? Que les mesures proposées permettent aux citoyens d'être des participants actifs dans le marché de l'énergie, ce qui ne se résume pas à pouvoir changer de fournisseur, mais demande aussi de devenir un producteur et un consommateur d'énergie actif. Qu'ils puissent devenir investisseurs dans des projets coopératifs. Qu'ils bénéficient de conditions équitables d'accès au marché, en particulier que les règlements soient pensés pour tous, grands, moyens et petits producteurs, sans discrimination : prix de vente d'électricité, traitement juste pour l'accès aux réseaux, -absence de taxes et charges punitives, notamment liées à des obligations -administratives dissuasives.

Rapprocher l'Europe des citoyens ne peut plus demeurer un sujet de discours. Chaque acte communautaire est désormais analysé selon sa propension à refonder la confiance sans laquelle aucun idéal n'est possible. Parce que l'énergie est un bien commun et un sujet universel, l'occasion doit être saisie de donner des signes tangibles à la résurgence d'une démocratie énergétique. Des millions de citoyens attendent de telles orientations. Ils sont disponibles pour collaborer, sur le terrain, au succès des objectifs européens. Ne manquons pas cette chance !

par Gérard Magnin

© Le Monde